

SERVICE ÉTUDES STATISTIQUES ÉVALUATION

DOSSIER TRIMESTRIEL DE CONJONCTURE ÎLE-DE-FRANCE

2^e trimestre 2024

Évolutions récentes du marché du travail et de l'emploi en Île-de-France

2^e trimestre 2024

- En Île-de-France, au 2^e trimestre 2024, le nombre de demandeurs d'emploi est stable en catégorie A comme en catégories A, B, C
- Le taux de chômage est stable au 1^{er} trimestre 2024, à 7,1 % de la population active
- L'emploi salarié augmente de 0,4 % au 1^{er} trimestre 2024
- Le nombre de procédures et le nombre d'emplois menacés par des PSE ou des RCC diminue légèrement entre le 1^{er} trimestre 2024 et le 2^e trimestre 2024.

- Ce dossier de conjoncture présente les évolutions de l'emploi, du marché du travail et des mesures d'accompagnement des mutations économiques en Île-de-France. Il complète sur un champ plus large notre publication, commune avec France Travail et la Dares, sur les demandeurs d'emploi.
- Les statistiques sont présentées en moyenne trimestrielle. Les évolutions sur le trimestre présentent les variations par rapport au trimestre précédent. Les évolutions sur un an présentent les variations par rapport au même trimestre de l'année précédente.
- La mise en place de nouvelles procédures de production, en lien avec le service en ligne "profil de compétence" de France Travail, a conduit à une surreprésentation des cadres parmi les demandeurs d'emploi. Les statistiques relatives aux demandeurs d'emploi par catégorie socioprofessionnelle ne sont donc plus présentées. En revanche, la qualité des données sur la demande d'emploi par métier et sur les métiers en tension permet d'en reprendre la diffusion.
- Les données mensuelles sur le marché du travail sont mises à jour chaque mois sur le [site Internet de la Dares](#).
- L'expérimentation d'accompagnement renforcé vers l'emploi des bénéficiaires du RSA (BRSA) initiée en avril 2023 a été élargie en mars 2024. Elle porte désormais sur 47 territoires de France dont quatre sont situés en Île-de-France (en Essonne, dans les Yvelines, dans les Hauts-de-Seine et dans le Val-de-Marne). Fin juillet 2024, cette expérimentation concerne, dans toute la France, environ 38 700 personnes dont 26 000 sont orientées vers un parcours emploi ou socio-professionnel.
- La prochaine publication sera disponible en novembre 2024 et portera sur le troisième trimestre 2024. N'hésitez pas à nous adresser vos remarques : idf.statistiques@drieets.gouv.fr

Synthèse régionale

Page 5 : Synthèse régionale

Demande d'emploi et chômage

Page 6 : Les demandeurs d'emploi inscrits à France Travail

Page 7 : Les demandeurs d'emploi par département

Page 8 : Les demandeurs d'emploi selon le sexe

Page 9 : Les demandeurs d'emploi selon l'âge

Page 10 : Les demandeurs d'emploi de longue durée
et ceux ayant des droits au RSA

Page 11 : Les demandeurs d'emploi selon le métier
recherché

Page 12 : Les entrées et les sorties de France Travail

Page 13 : Le taux de chômage

Tensions sur le marché du travail

Page 14 : Les offres d'emploi collectées* par France Travail

Page 15 : Les tensions sur le marché du travail francilien

Page 16 : Les tensions selon les métiers

Emploi

Page 17 : Les déclarations préalables à l'embauche (DPAE)

Page 18 : L'emploi salarié

Page 19 : L'emploi salarié par secteur

Page 20 : Les mouvements de main d'œuvre

Page 21 : L'activité intérimaire

Accompagnement des mutations économiques

Page 22 : Les demandes d'activité partielle

Page 23 : Les plans de sauvegarde de l'emploi (PSE)
et les ruptures conventionnelles collectives (RCC)

Synthèse régionale

Demande d'emploi et chômage

Le nombre de demandeurs d'emploi franciliens inscrits à France Travail et immédiatement disponibles (catégories A, B, C) atteint 970 410 en moyenne au *deuxième trimestre 2024*. Parmi eux, 593 890 demandeurs n'ont pas travaillé durant le mois précédent (catégorie A).

En catégorie A, la demande d'emploi stagne au *deuxième trimestre 2024* et augmente de 0,3 % sur un an.

En catégories A, B, C, le nombre de demandeurs d'emploi est stable sur le trimestre et augmente de +1,7 % sur un an. Sur le trimestre, la demande d'emploi des hommes augmente très légèrement quand celle des femmes diminue très légèrement. La demande d'emploi des moins de 25 ans diminue alors que celle des autres catégories d'âge augmente légèrement.

Le nombre de demandeurs d'emploi de longue durée diminue de 0,7 % au *deuxième trimestre 2024* et stagne sur l'année.

Les métiers recherchés qui contribuent le plus à la hausse sont ceux de l'hôtellerie, restauration, alimentation et ceux de la communication, information, art et spectacle. Au contraire, ceux des services aux particuliers et aux collectivités et ceux des commerces contribuent à compenser cette hausse.

Le taux de chômage, au sens du BIT, stagne au *premier trimestre 2024*, s'établissant à 7,1 % de la population active, contre 7,3 % en France métropolitaine.

Tensions sur le marché du travail

Le nombre d'offres d'emploi collectées par France Travail diminue **fortement** au *deuxième trimestre 2024* (-10,8 % après -0,1 % au trimestre précédent).

Le marché du travail francilien enregistre 44 nouvelles offres d'emploi pour 100 nouvelles demandes en moyenne au *deuxième trimestre 2024*. C'est un peu moins qu'au trimestre précédent (46) et qu'au deuxième trimestre 2023 (47).

Emploi

Au *premier trimestre 2024*, le nombre de déclarations préalables à l'embauche s'élève à un peu plus de 2 millions en Île-de-France, soit +1,0 % de plus qu'au premier trimestre 2023.

Au *premier trimestre 2024*, l'emploi salarié augmente (+0,4 %).

Au *premier trimestre 2024*, avec près de 50 600 salariés de plus, le nombre d'emplois dans le secteur privé augmente de 1,0 % par rapport au premier trimestre 2023.

Le nombre d'intérimaires augmente de 2,1 % au *premier trimestre 2024*.

Accompagnement des mutations économiques

Au *deuxième trimestre 2024*, environ 840 autorisations d'activité partielle ont été demandées par un peu plus de 700 entreprises.

Au *deuxième trimestre 2024*, 78 plans de sauvegarde de l'emploi et 20 procédures de ruptures conventionnelles collectives ont été enregistrés. Plus de 5 400 emplois sont ainsi menacés dans les établissements de la région. Ces chiffres sont en légère baisse par rapport au trimestre précédent.

Les demandeurs d'emploi inscrits à France Travail au 2^e trimestre 2024

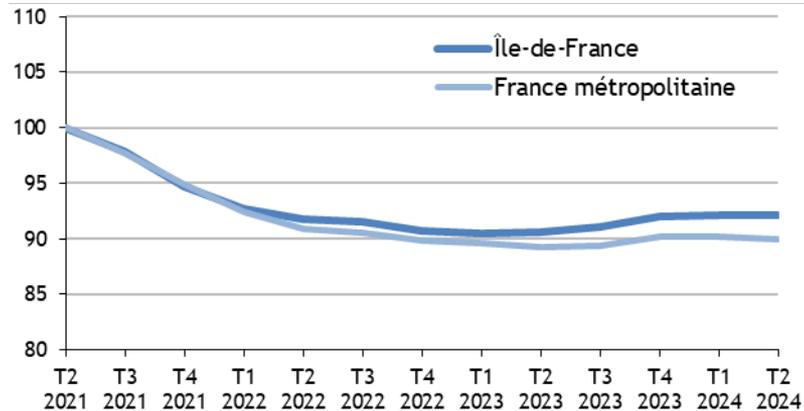
Le nombre de demandeurs d'emploi franciliens au 1er trimestre 2024 stagne en catégorie A et en catégories A, B, C (respectivement +0,3 % et +1,7 % sur un an).

Le nombre de demandeurs d'emploi en activité réduite (catégories B et C) augmente (+0,1 % après +0,8 % au trimestre précédent). En France métropolitaine, la demande d'emploi dans ces catégories stagne.

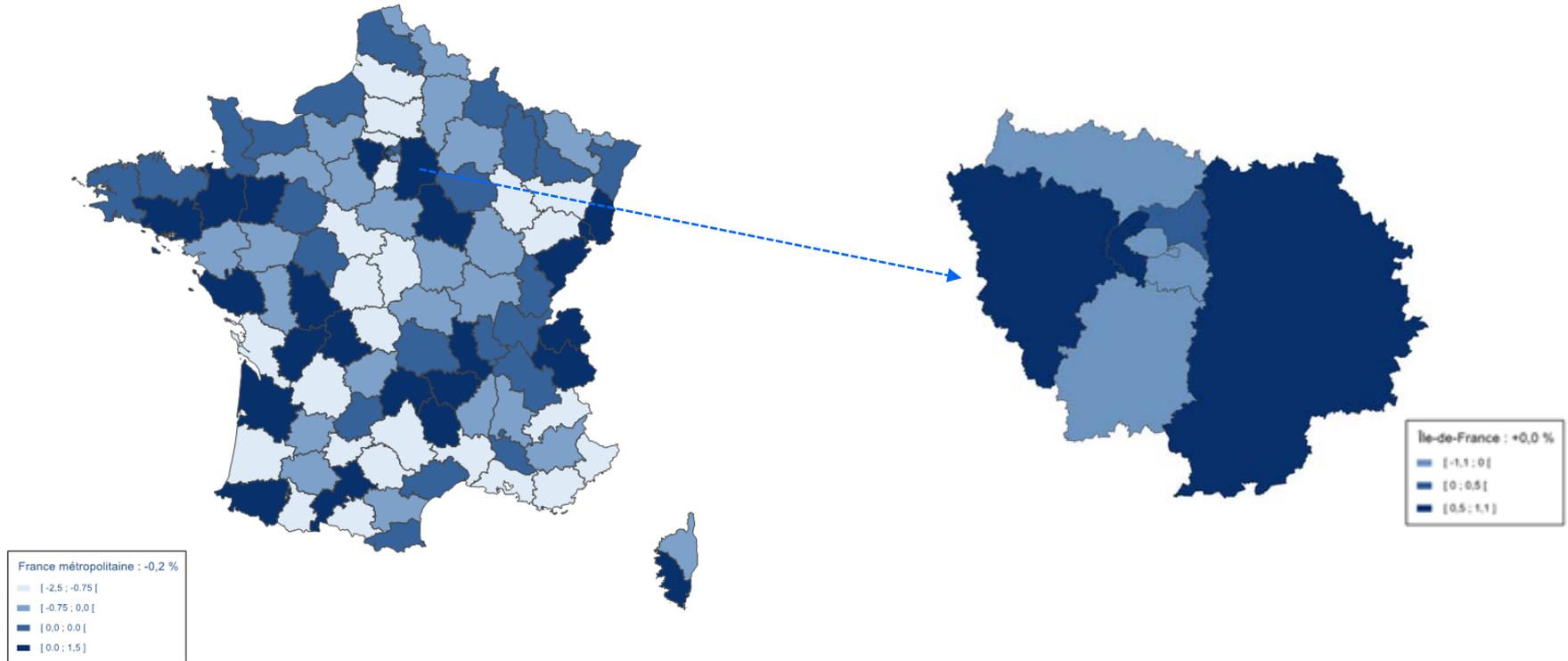
Le nombre de demandeurs d'emploi non tenus de rechercher un emploi augmente de 0,6 % pour les inscrits sans emploi (catégorie D) et de 1,2 % pour les inscrits en emploi (catégorie E).

Données CVS-CJO 2e trimestre 2024	Effectif cat. A	Évol. sur le trim. (%)	Évol. sur un an (%)	Effectif cat. ABC	Évol. sur le trim. (%)	Évol. sur un an (%)
Paris	107 220	-0,1	-0,9	188 810	0,0	0,8
Seine-et-Marne	63 230	0,7	1,9	104 960	0,5	2,6
Yvelines	61 220	0,7	1,3	100 050	0,8	2,8
Essonne	53 630	-0,1	0,0	88 510	-0,9	0,9
Hauts-de-Seine	71 180	1,3	2,7	114 590	1,0	3,5
Seine-St-Denis	107 950	-0,1	0,1	168 000	0,1	1,4
Val-de-Marne	67 030	-0,5	0,2	106 480	-0,4	1,9
Val-d'Oise	62 450	-1,7	-2,2	99 020	-1,0	0,1
Île-de-France	593 890	0,0	0,3	970 410	0,0	1,7
France métro.	2 808 730	-0,4	0,3	5 112 670	-0,2	0,8

Évolution du nombre de demandeurs inscrits en catégories A, B, C (données CVS-CJO, Indice 100 au 1er trimestre 2021)



Évolution du nombre de demandeurs d'emploi en catégories A, B, C par département entre le 1^{er} trimestre 2024 et le 2^e trimestre 2024 (en %, données CVS-CJO)



Les demandeurs d'emploi selon le sexe au 2^e trimestre 2024 (catégories A, B, C)

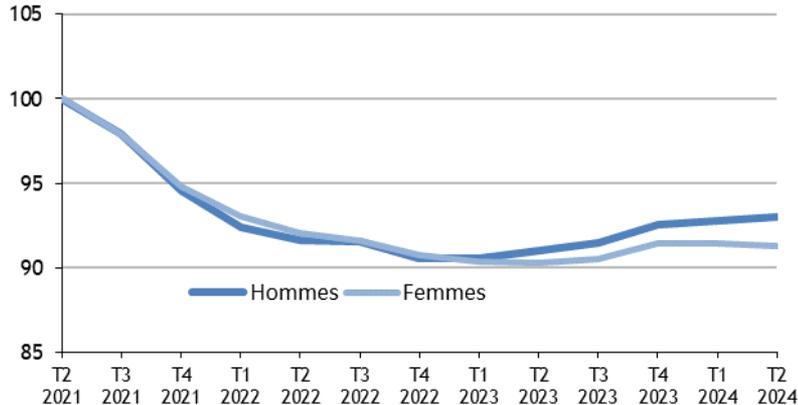
Sur le deuxième trimestre 2024, la demande d'emploi francilienne en catégories A, B, C augmente de 0,2 % pour les hommes et diminue de 0,1 % pour les femmes.

Sur un an, la demande d'emploi des femmes augmente de 1,1 % tandis qu'elle est stable en France métropolitaine; celle des hommes augmente de 2,2 % (0,5 point de plus qu'en France métropolitaine).

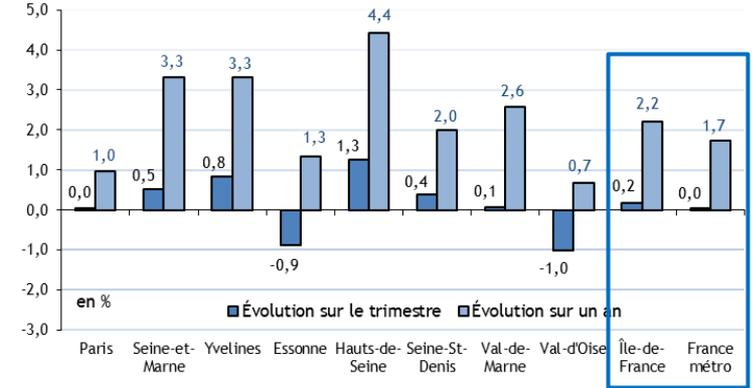
Pour les femmes comme pour les hommes, c'est dans les Hauts-de-Seine que l'augmentation annuelle est la plus importante.

Évolution du nombre de demandeurs d'emploi inscrits selon le sexe

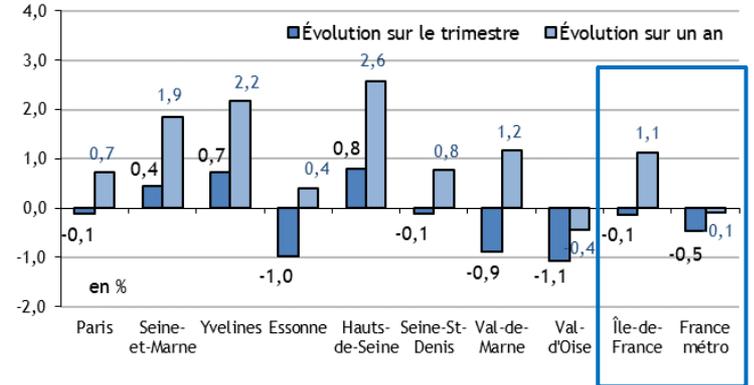
(Île-de-France, catégories A, B, C, données CVS-CJO, Indice 100 au 2^e trim 2021)



Évolution du nombre d'hommes inscrits à France Travail par département (catégories A, B, C, données CVS-CJO)



Évolution du nombre de femmes inscrites à France Travail par département (catégories A, B, C, données CVS-CJO)



Demande d'emploi et chômage

Les demandeurs d'emploi selon l'âge au 2^e trimestre 2024 (catégories A, B, C)

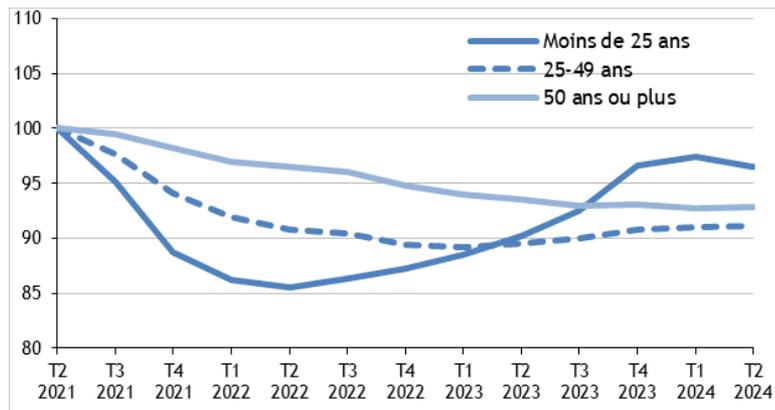
Sur le trimestre, en catégories A, B, C, le nombre de demandeurs d'emploi diminue de 0,9 % pour les moins de 25 ans tandis qu'il augmente légèrement pour les 25-49 ans (+0,2 %) et pour les 50 ans et plus (+0,1 %).

Sur un an, la demande d'emploi des plus jeunes augmente fortement (+7,0 %). Cette augmentation est particulièrement marquée à Paris et dans les Hauts-de-Seine.

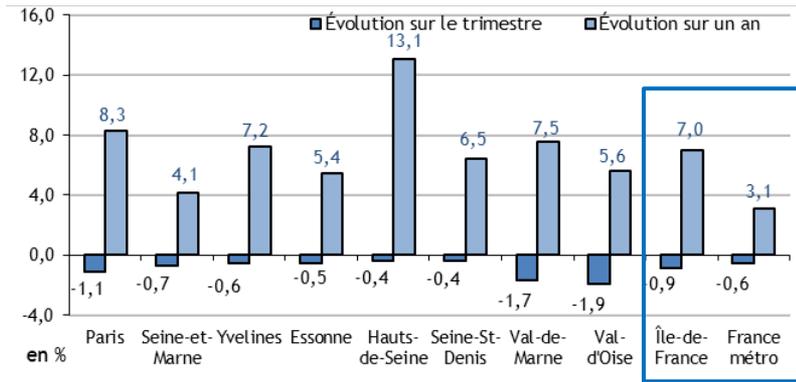
Le nombre de demandeurs d'emploi seniors repart légèrement à la baisse ce trimestre mais leur poids demeure important (27,2 %) parmi l'ensemble des demandeurs et reste supérieur de plus de 10 points à son niveau d'avant 2010.

Évolution du nombre de demandeurs d'emploi inscrits selon l'âge

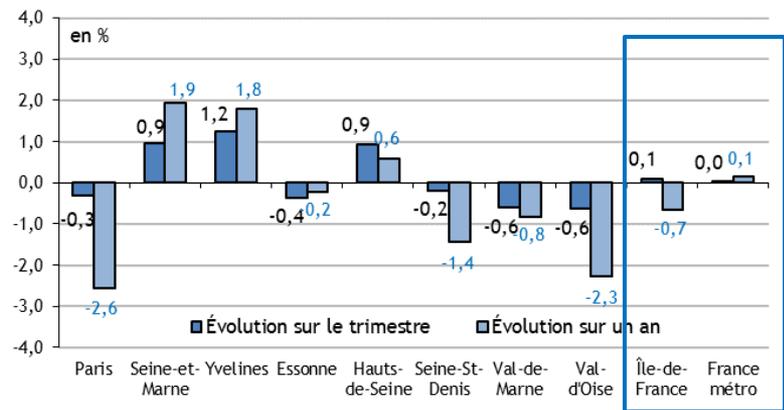
(Île-de-France, catégories A, B, C, données CVS-CJO, Indice 100 au 2^e trim 2021)



Évolution du nombre de jeunes inscrits à France Travail par département (catégories A, B, C, données CVS-CJO)



Évolution du nombre de seniors inscrits à France Travail par département (catégories A, B, C, données CVS-CJO)



Les demandeurs d'emploi de longue durée et ceux ayant des droits au RSA au 2^e trimestre 2024

Le nombre de demandeurs d'emploi en catégories A, B, C inscrits depuis un an ou plus diminue au deuxième trimestre 2024 (-0,7 % après +0,7 %) tandis que le nombre d'inscrits depuis moins d'un an augmente de 0,6 %. Les demandeurs de longue durée représentent 42,7 % des demandeurs franciliens, soit 0,3 point de moins qu'au trimestre précédent et 0,7 points de moins qu'il y a un an.

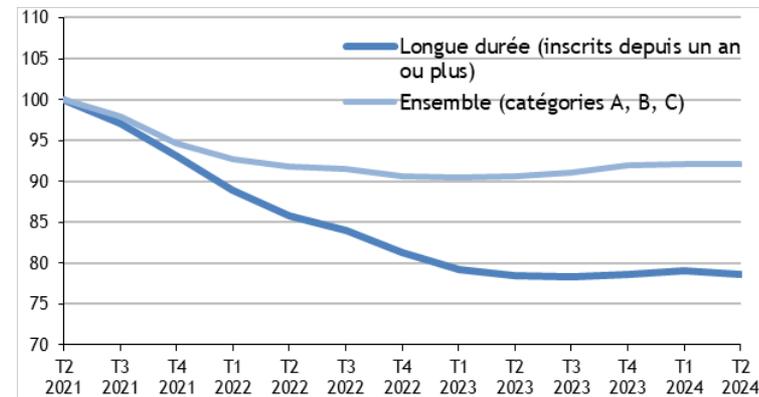
Au 4^e trimestre 2023, la durée d'inscription à France Travail, mesurée à partir de l'indicateur conjoncturel de durée au chômage (ICDC) s'établit à 345 jours, en hausse de 22 jours par rapport au 3^e trimestre 2023*.

La part des demandeurs d'emploi ayant des droits payables au RSA en Île-de-France augmente de 0,2 point, à 12,8 % au deuxième trimestre 2024 (-0,3 point sur un an). En un an, leur nombre diminue de 1,0 % en Ile-de-France (contre -0,2 % en France métropolitaine).

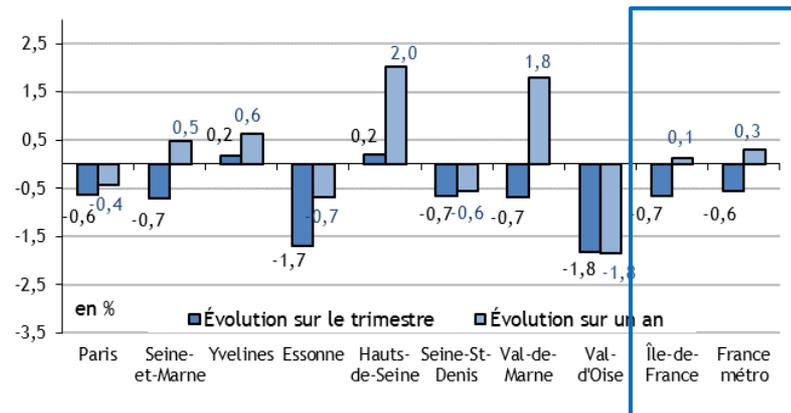
* Si la conjoncture économique se maintenait, un demandeur d'emploi resterait inscrit, en moyenne, plus de 11,3 mois consécutifs à France Travail - « Durée de chômage (4^e trimestre 2023) », Statistiques et indicateurs, novembre 2023, France Travail.

Part des demandeurs d'emploi inscrits ayant des droits payables au RSA (catégories A, B, C, en %)										
	Paris	Seine-et-Marne	Yvelines	Essonne	Hauts-de-Seine	Seine-St-Denis	Val-de-Marne	Val-d'Oise	Île-de-France	France métro.
2 ^e trim. 2024	11,4	13,1	12,4	10,8	12,4	16,3	12,9	11,6	12,8	13,4
2 ^e trim. 2023	12,0	13,0	12,8	11,3	13,2	15,9	13,0	12,7	13,1	13,4

Évolution du nombre de demandeurs d'emploi de longue durée (Île-de-France, catégories A, B, C, données CVS-CJO, Indice 100 au 2^e trim 2020)



Évolution du nombre de demandeurs d'emploi de longue durée par département (catégories A, B, C, données CVS-CJO)



Les demandeurs d'emploi selon le métier recherché au 2^e trimestre 2024 (catégories A, B, C)

Au deuxième trimestre 2024, la demande d'emploi francilienne en catégories A, B, C évolue inégalement selon les domaines professionnels.

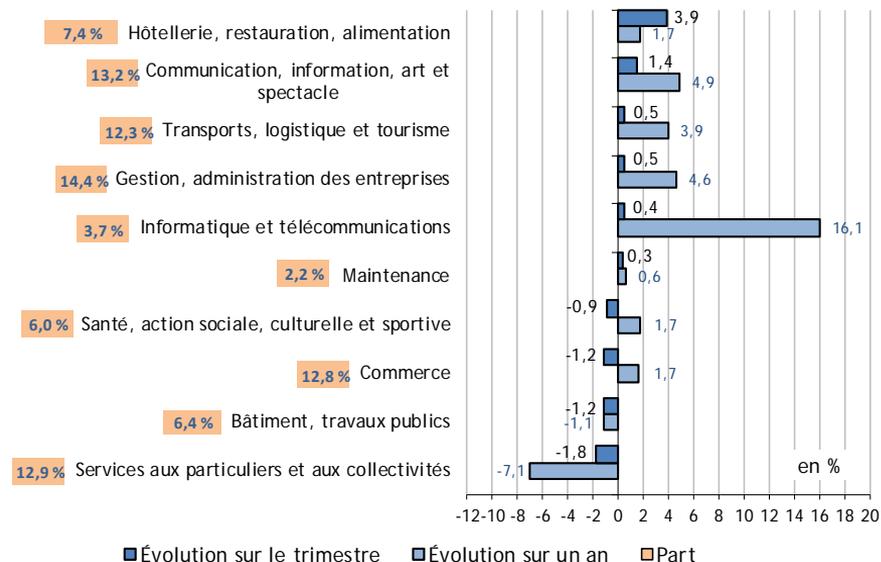
Sur le trimestre, les métiers de l'hôtellerie, restauration, alimentation enregistrent la plus forte augmentation de la demande d'emploi (+3,9 %).

A l'inverse, les métiers liés aux services aux particuliers et aux collectivités (agents d'entretien, assistants maternels, agents de gardiennage et de sécurité, employés de maison...) et ceux du commerce et des bâtiments, travaux publics sont les seuls à enregistrer une diminution, respectivement de -1,8 % et -1,2 % pour les deux derniers. En cumul, ces métiers sont recherchés par près d'un tiers des demandeurs d'emploi.

L'approche des JOP fournit une possible explication à cette évolution puisqu'on retrouve dans ces familles de métiers de nombreux services nécessaires à l'organisation et à l'accueil des délégations sportives et des touristes durant la période olympique.

Sur un an, les contributions les plus fortes à l'augmentation de la demande d'emploi francilienne en catégories A, B, C (+15 990) sont celles des métiers de la gestion, administration des entreprises (+6 130) et ceux de la communication, information, art et spectacle (+5 930).

Demandeurs d'emploi par principaux domaines professionnels (Île-de-France, catégories A, B, C, données CVS-CJO)



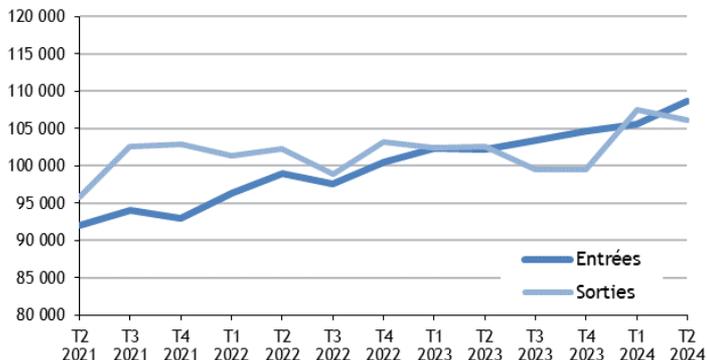
Lecture : au 2^e trimestre 2024, en Île-de-France, les demandeurs recherchant un emploi dans l'hôtellerie, restauration, alimentation représentent 7,4 % de l'ensemble des demandeurs d'emploi. Leur nombre augmente de 3,9 % sur le trimestre et de 1,7 % sur l'année.

Les entrées et les sorties de France Travail au 2^e trimestre 2024

Entre le premier trimestre 2024 et le deuxième trimestre 2024, la stagnation du nombre d'inscrits en catégories A, B, C provient d'une accélération des entrées* (+2,9 % après +0,9 %) et d'une forte diminution des sorties* (-1,3 % après +8,0 %).

Sur un an, la hausse du nombre d'entrées** (+6,2 %) s'explique en grande partie par la progression des réinscriptions rapides (+13,5 %) et des retours d'inactivité (+3,6 %) qui constituent à eux seuls plus de deux tiers du total des entrées. Parallèlement, la hausse des défauts d'actualisation (+2,1 %), des reprises d'emploi (+4,6 %) et des radiations administratives (+4,9 %) contribue à expliquer l'augmentation du nombre de sorties** (+3,4 %), ces motifs représentant deux tiers de l'ensemble des sorties. .

Nombre moyen des entrées et des sorties des catégories A, B et C de France Travail (Île-de-France, données CVS-CJO)**

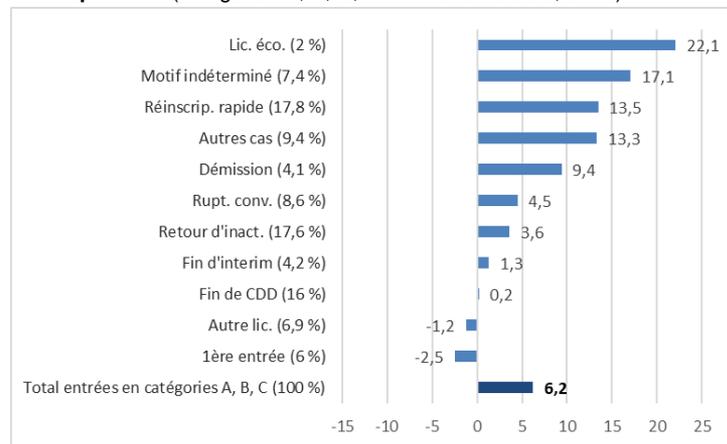


* L'ampleur des variations des motifs d'entrée et de sortie est traditionnellement importante, en particulier pour les motifs représentant une petite part de l'ensemble. C'est par exemple le cas pour les licenciements économiques, qui augmentent de 22,1% mais ne représentent que 2% des motifs d'entrée.

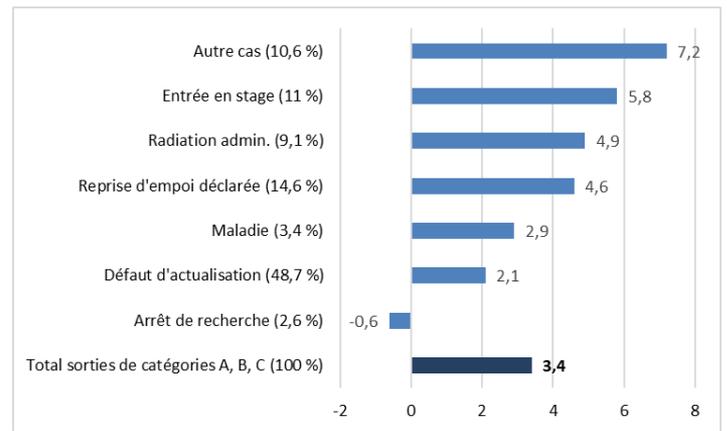
**Entrées = demandeurs d'emploi entrés au cours du mois

Sorties = demandeurs d'emploi sortis au cours du mois (qui étaient inscrits à la fin du mois précédent)

Variation sur un an des entrées à France Travail par principaux motifs et leur répartition (catégories A, B, C, données CVS-CJO, en %)



Variation sur un an des sorties de France Travail par principaux motifs et leur répartition (catégories A, B, C, données CVS-CJO, en %)



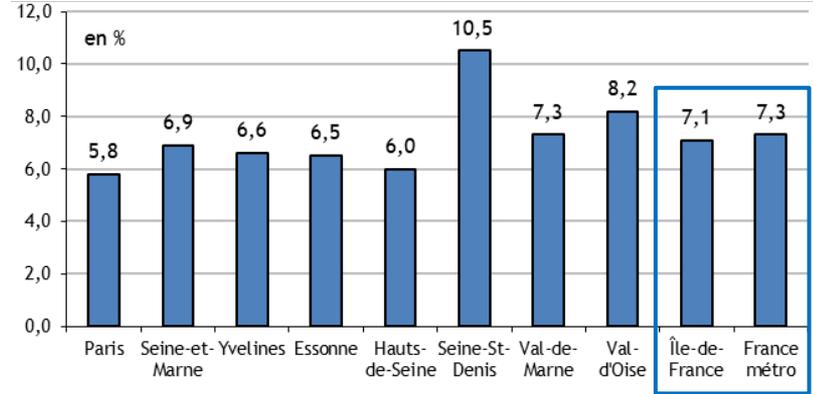
Le taux de chômage au 1^{er} trimestre 2024

Au premier trimestre 2024, en Île-de-France, le taux de chômage au sens du Bureau international du travail (BIT) stagne à 7,1 % de la population active, soit son niveau de début 2022. À l'échelle de la métropole, le constat est similaire (stable, 7,3 % de la population active).

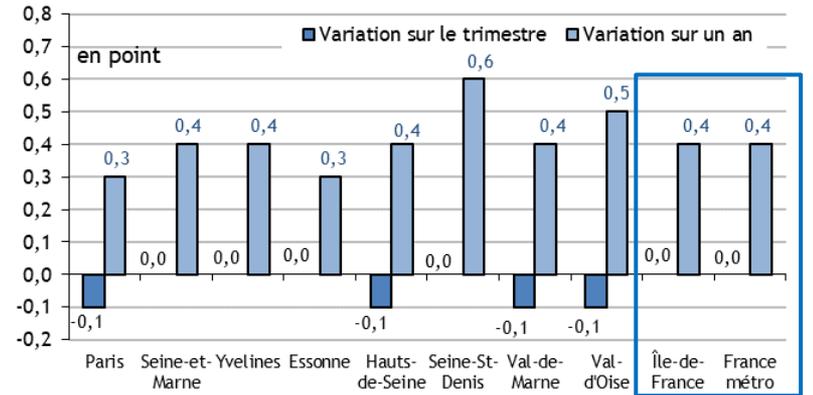
Le taux de chômage est quasi stable dans tous les départements franciliens, de -0,1 à 0 point. Les taux les plus élevés se trouvent en Seine-Saint-Denis (10,5 %), dans le Val-d'Oise (8,2 %) et le Val-de-Marne (7,3 %). Les plus faibles sont observés à Paris (5,8 %) et dans les Hauts-de-Seine (6,0 %).

Le taux de chômage est stable ou quasi dans l'ensemble des régions métropolitaines (de -0,1 à +0,1 point). L'Île-de-France ne se distingue donc pas de la dynamique métropolitaine.

Taux de chômage localisé au 1^{er} trimestre 2024
(données CVS-CJO semi-définitives)



Variation du taux de chômage localisé entre le 1^{er} trimestre 2023 et le 1^{er} trimestre 2024 (données CVS-CJO semi-définitives)



Les offres d'emploi collectées* par France Travail au 2^e trimestre 2024

France Travail n'enregistre qu'une partie des offres d'emploi disponibles, plus ou moins importante selon les métiers. L'évolution du nombre de ces offres ne reflète que celle de la part de France Travail, et non l'évolution des offres recueillies par les autres acteurs de diffusion des offres d'emploi.

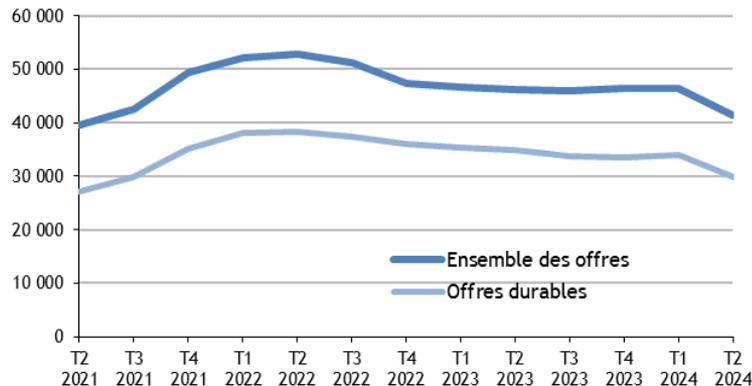
Au deuxième trimestre 2024, 41 420 offres d'emploi ont été collectées en moyenne par France Travail en Île-de-France (données CVS-CJO), dont 29 960 concernent des emplois durables (CDI ou CDD de plus de six mois).

Le nombre d'offres d'emploi diminue fortement par rapport au trimestre précédent (-10,8 % après -0,1 %). Parmi ces offres, celles qui sont durables diminuent encore plus fortement dans l'ensemble de l'Île-de-France (-11,9 %) et, plus particulièrement dans les départements de Seine-Saint-Denis (-17,6 %) et des Hauts-de-Seine (-14,8 %).

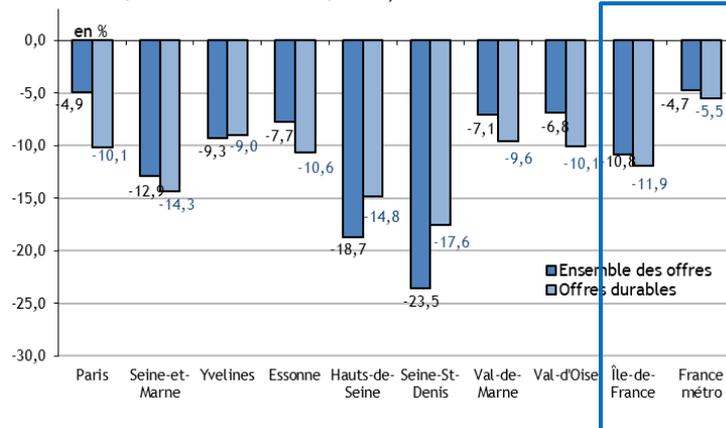
Au sein de la région, les départements enregistrant les plus fortes diminutions du nombre d'offres d'emploi sur le trimestre sont la Seine-Saint-Denis (-23,5 %) et les Hauts-de-Seine (-18,7 %). À l'inverse, les diminutions sont plus faibles à Paris (-4,9 %).

* Ensemble des offres directement déposées à France Travail. Le nombre d'offres d'emploi collectées publié ici ne correspond donc pas à l'ensemble des offres accessibles par les demandeurs d'emploi sur le site France Travail.fr.

Nombre d'offres d'emploi collectées
(Île-de-France, données CVS-CJO)



Évolution sur le trimestre des offres d'emploi collectées
(Île-de-France, données CVS-CJO, en %)



Les tensions sur le marché du travail francilien au 2^e trimestre 2024

Le taux de tension sur le marché du travail francilien s'établit à 0,44 point en moyenne au deuxième trimestre 2024, soit 44 nouvelles offres d'emploi enregistrées au cours de cette période pour 100 nouvelles demandes d'emploi (données brutes, non corrigées des variations saisonnières).

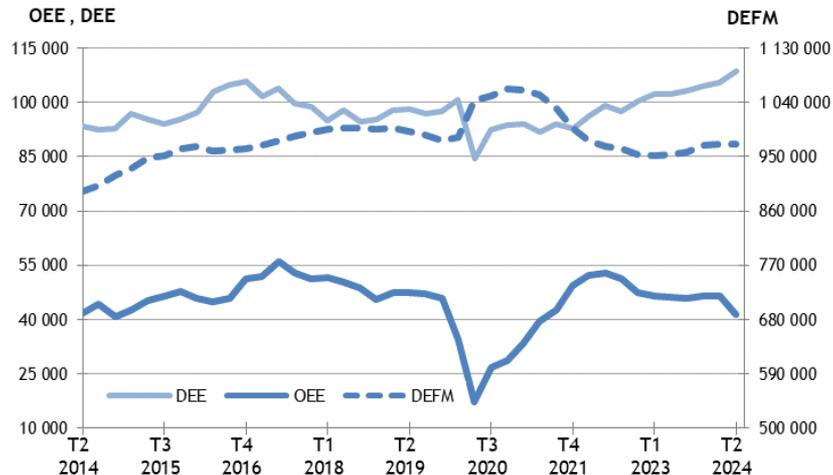
Ce ratio « offres sur demandes » diminue par rapport au trimestre précédent (0,46) et par rapport au T2 2023 (0,52). Cette évolution s'explique par une forte diminution du nombre d'offres d'emploi collectées (-10,8 %) faiblement compensée par l'augmentation du nombre de demandes enregistrées par France Travail (+2,9 %).

Le taux d'écoulement* augmente de 0,8 point sur le trimestre : 56,4 % des chômeurs inscrits sont sortis des fichiers de France Travail au deuxième trimestre 2024. Ce taux est égal à son niveau du deuxième trimestre 2023.

Le taux d'offres d'emploi de plus de six mois, indicateur de qualité de l'emploi, est de 72,0 %. Il gagne 2,7 points par rapport à l'année passée.

Le taux de satisfaction des offres (60,7 %) est moins élevé qu'au trimestre précédent (66,7 %) et qu'au premier trimestre 2023 (71,1 %).

Les tensions sur le marché du travail
(Île-de-France, données CVS-CJO)



OEE : offres d'emploi ; DEE : demandes d'emploi ;
DEFM : nombre de demandeurs d'emploi en catégories A, B et C.

**Le taux d'écoulement des demandes mesure l'importance des sorties des listes de demandeurs d'emploi. Une valeur élevée de ce taux indique qu'une forte proportion des demandeurs d'emploi présents un an avant ou de ceux entrés dans l'année est sortie des listes dans les douze mois.*

Tensions sur le marché du travail

Les tensions selon les métiers au 2^e trimestre 2024

Indicateurs de tension au 2 ^e trimestre 2024 en Île-de-France - Zoom sur quelques métiers -	Taux de tension au T2 2023 (1)	Taux de tension au T2 2024	Taux d'offres d'emploi de plus de 6 mois au T2 2024(2)	Taux d'écoulement des DE sur un an au T2 2024 (3)	Nbr. moyen de DEFM en cat. ABC au T2 2024	Évol. de la DEFM en catégorie ABC sur un an (%)	Évol. des offres d'emploi sur un an (%)	Taux de satisfaction des offres d'emploi au T2 2024 (4)
Cadres du bâtiment et des travaux publics	1,04	0,95	96,1	55,0	7 284	6,6	-20,6	54,2
Techniciens et agents de maîtrise de la maintenance	2,00	1,93	81,1	59,3	9 678	-0,9	-11,7	58,1
Ingénieurs et cadres techniques de l'industrie	1,45	1,66	74,8	56,4	4 659	-0,7	-9,6	58,1
Conducteurs de véhicules	0,36	0,33	75,2	54,5	45 211	3,2	-7,1	70,9
Cadres des services admin., comptables, financiers	0,52	0,41	82,6	53,9	37 325	8,2	-33,9	55,8
Ingénieurs de l'informatique	0,83	0,63	96,3	54,1	21 465	17,0	-38,6	37,4
Personnels d'études et de recherche	0,60	0,62	88,3	60,6	6 182	-0,4	-23,5	54,5
Cadres de la banque et des assurances	0,29	0,19	84,7	52,8	3 511	4,1	-45,2	76,6
Vendeurs	0,42	0,39	72,6	61,3	34 735	-7,5	-13,7	62,0
Employés, agents de maîtrise hôtellerie-restauration	0,48	0,55	77,0	59,9	21 155	0,9	8,1	67,6
Agents de sécurité et de gardiennage	0,56	1,03	43,4	57,5	17 732	3,0	104,2	83,0
Agents d'entretien	0,19	0,29	48,5	57,7	33 918	-6,9	42,1	68,2
Professionnels des arts et des spectacles	0,25	0,23	27,0	36,7	93 647	1,3	-17,1	72,4
Aides-soignants	0,48	0,54	85,2	59,8	13 146	0,5	1,5	55,4
Ensemble des familles professionnelles	0,52	0,44	72,0	56,4	956 261	-0,6	-9,6	60,7

(1) Rapport entre le flux d'offres d'emploi enregistrées à France Travail durant trois mois au flux des demandeurs d'emploi qui se sont inscrits à France Travail durant la même période. Lecture : il y a 0,95 offre d'emploi enregistrée pour une demande au 2^e trimestre 2024, contre 1,04 au 2^e trimestre 2023 pour les cadres du bâtiment et des travaux publics.

(2) Cet indicateur permet d'apprécier la qualité des offres déposées à France Travail, selon la famille professionnelle.

(3) Lecture : 61,3 % des demandeurs d'emploi cherchant un métier de vendeur inscrits 12 mois auparavant, ou entrés au cours de l'année, ne sont plus inscrits à France Travail au 1^{er} trimestre 2024.

(4) Rapport entre les offres d'emploi satisfaites enregistrées à France Travail et le volume total des offres d'emploi traitées et sorties du fichier de France Travail.

Le redémarrage de l'activité économique, dès le troisième trimestre 2020, provoque un rebond des tensions sur le marché du travail, en lien avec une forte augmentation des offres d'emploi et une forte baisse du nombre de demandeurs d'emploi. Au 2^e trimestre 2024, le taux de tension francilien diminue fortement par rapport au même trimestre l'année précédente.

Au deuxième trimestre 2024, les tensions demeurent élevées, notamment pour les techniciens et agents de maîtrise de la maintenance et les cadres de l'industrie (respectivement 1,93 et 1,66 offres pour 1 demande). Respectivement 81,1 % et 74,8 % des offres d'emploi dans ces métiers sont durables, contre 72,0 % dans l'ensemble des métiers. Sur le trimestre et sur un an, les taux de tension connaissant les plus fortes progressions concernent les métiers d'agents de sécurité et de gardiennage (1,03 offre pour 1 demande ce trimestre, soit +0,47 point sur l'année). Pour ces derniers, les offres d'emploi ont plus que doublé en un an, accroissement exceptionnel en lien avec l'organisation des JO 2024.

Les déclarations préalables à l'embauche (DPAE) au 1^{er} trimestre 2024

Plus de 2 030 000 déclarations préalables à l'embauche (DPAE) tous contrats confondus (hors contrats intérimaires) ont été conclues au premier trimestre 2024 en Île-de-France, dont 460 000 en « contrats durables » (contrats à durée déterminée de plus de six mois et contrats à durée indéterminée).

Au premier trimestre 2024, le nombre de DPAE tous contrats confondus est en augmentation en Île-de-France par rapport au même trimestre 2023 (+1,0 %). En revanche, il baisse pour les seuls contrats durables (-3,8 %). Depuis le deuxième trimestre 2022, le nombre d'intentions d'embauches a retrouvé le niveau qui était le sien en 2019, avant le déclenchement de la crise sanitaire.

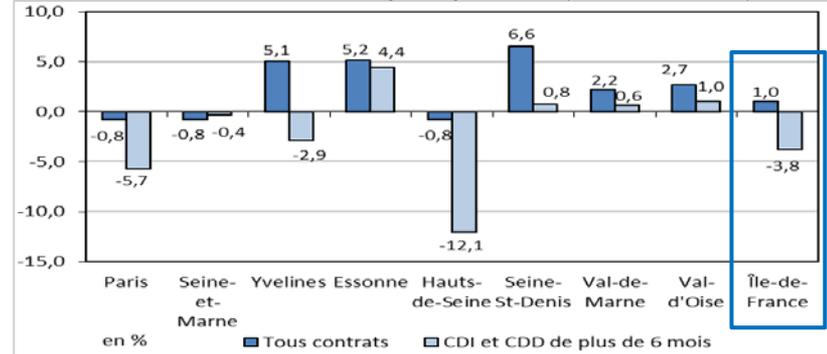
Au sein de la région, la Seine-Saint-Denis et l'Essonne affichent les plus fortes hausses sur la période (respectivement +6,6 % et +5,2 % pour l'ensemble des contrats). À l'inverse, à Paris, dans la Seine-et-Marne et dans les Hauts-de-Seine, le nombre d'intentions d'embauches recule sur la période (tous contrats confondus).

Les DPAE en contrats durables baissent dans la construction (-4,4 %), dans le commerce (-4,2 %) et dans l'industrie (-3,2 %).

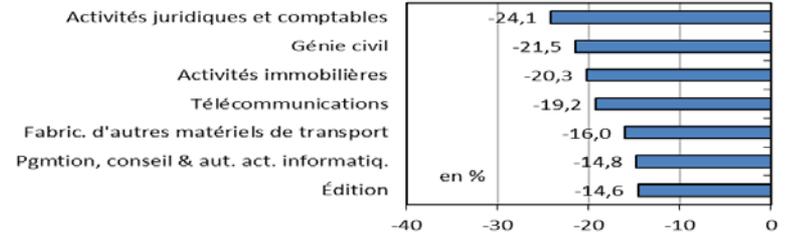
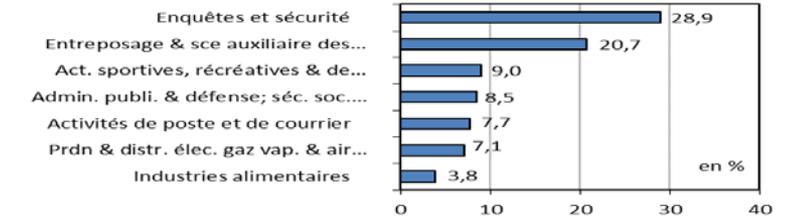
Une répartition plus fine des DPAE par secteur d'activité laisse apparaître les secteurs qui enregistrent les plus fortes progressions de contrats durables (enquêtes et sécurité, entreposage et services auxiliaires des transports, activités sportives, récréatives et de loisirs) et ceux qui connaissent les plus fortes diminutions (activités juridiques et comptables, génie civil et activités immobilières)*.

* Seuls les secteurs d'activité qui comptent plus de 1 000 embauches en contrats durables par trimestre sont pris en compte pour ces évolutions.

Évolution annuelle des DPAE par département (T1 2024 / T1 2023)



Évolution annuelle des DPAE en contrat durables par secteurs
7 plus fortes hausses / 7 plus fortes baisses (T1 2024 / T1 2023)



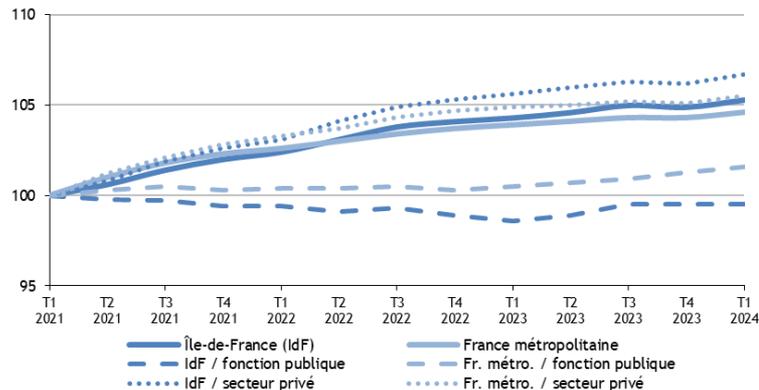
L'emploi salarié au 1^{er} trimestre 2024

Au premier trimestre 2024, en Île-de-France, l'emploi salarié augmente de nouveau : +0,4 % après -0,1 %, soit +23 310 emplois. L'emploi reprend ainsi sur le rythme de croisière amorcé fin 2022. La hausse de ce trimestre est davantage portée par le secteur privé (+0,4 % après -0,1 %) que par le secteur public (+0,1 % en contrecoup après -0,1 %).

À l'échelon métropolitain, on observe également une augmentation de l'emploi (+0,3 %), causée par le regain du secteur privé (+0,3 %) tandis que le secteur public ralentit sa croissance (+0,2 % après +0,4 %).

C'est dans le Val d'Oise (+1,0 %) et de la Seine-Saint-Denis (+0,7 %), que l'emploi salarié est le plus dynamique ce trimestre. A l'inverse, sa croissance est bien plus modérée dans les Yvelines et les Hauts-de-Seine (+0,1 %).

Évolution de l'emploi salarié (données CVS, indice 100 au 1^{er} trimestre 2021)



Emploi salarié par département (données CVS)	Nombre d'emplois au T1 2024	T1 2024 / T4 2023		T1 2024 / T1 2023	
		Variation	%	Variation	%
Paris	2 001 720	8 730	0,4	21 870	1,1
Seine-et-Marne	508 140	1 570	0,3	4 070	0,8
Yvelines	535 510	550	0,1	980	0,2
Essonne	496 900	1 330	0,3	5 920	1,2
Hauts-de-Seine	1 157 890	660	0,1	8 300	0,7
Seine-Saint-Denis	676 820	4 570	0,7	9 720	1,5
Val-de-Marne	554 900	1 880	0,3	2 050	0,4
Val-d'Oise	421 950	4 010	1,0	8 260	2,0
Île-de-France	6 353 830	23 310	0,4	61 170	1,0
France métro.	26 514 150	74 300	0,3	178 840	0,7

L'emploi salarié par secteur au 1^{er} trimestre 2024

Au premier trimestre 2024, les évolutions de l'emploi par secteurs en Île-de-France sont très contrastées. L'emploi francilien augmente (+0,4 %, soit +23 310 salariés). Ce sont les services marchands hors intérim (+15 750 salariés) qui contribuent le plus fortement à cette hausse, suivis de l'intérim (+3 620) et du tertiaire non marchand (+3 160). À l'inverse, l'emploi est quasi stable dans le commerce (+180 salariés) et diminue légèrement dans la construction (-550 salariés).

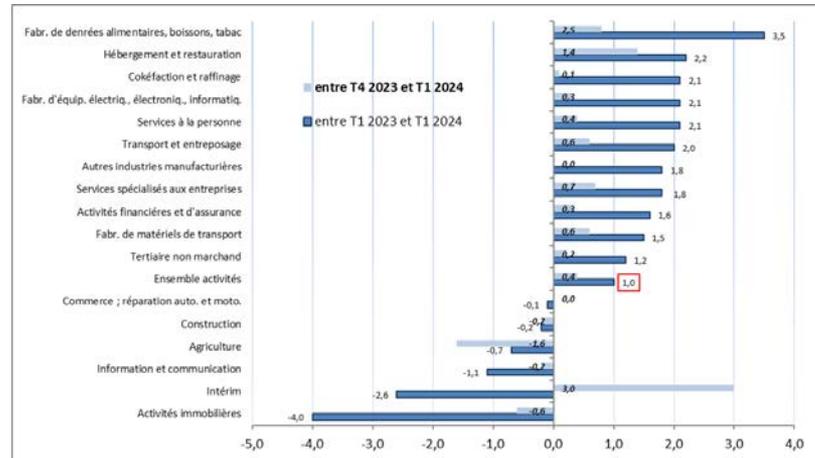
Dans l'ensemble, hormis dans l'agriculture (-1,6 %), dans la construction (-0,2 %) et dans le commerce (+0,0 %), l'emploi est plutôt dynamique ce trimestre.

Au sein des services marchands hors intérim, l'augmentation repose notamment sur celles des activités scientifiques et techniques (+7 793) et de l'hébergement restauration (+4 600). À l'inverse, le secteur de l'information et communication continue de peser négativement dans l'ensemble (-960).

Dans l'industrie, qui connaît la plus forte hausse de l'emploi salarié sur un an (+2,1 %), deux sous-secteurs contribuent pour deux tiers à l'augmentation trimestrielle du secteur: la *Fabrication de denrées alimentaires, de boissons et de produits à base de tabac* (+510) et la *Cokéfaction et raffinage* (+400).

Emploi salarié par secteur d'activité (IdF, données CVS)	Nombre d'emplois au T1 2024	T1 2024 / T4 2023		T1 2024 / T1 2023	
		Variation	%	Variation	%
Agriculture	5 810	-100	-1,6	-40	-0,7
Industrie	442 840	1 250	0,3	9 110	2,1
Construction	342 880	-550	-0,2	-520	-0,2
Commerce	744 230	180	0,0	-1 040	-0,1
Services marchands hors intérim	3 115 420	15 750	0,5	38 650	1,3
Tertiaire non marchand	1 580 030	3 160	0,2	18 350	1,2
Intérim	122 620	3 620	3,0	-3 340	-2,6
Secteur privé	5 181 540	22 630	0,4	50 580	1,0
Fonction Publique	1 172 290	680	0,1	10 580	0,9
Ensemble des secteurs	6 353 830	23 310	0,4	61 170	1,0

Évolution de l'emploi salarié dans les principaux secteurs d'activité (Île-de-France, données CVS)



Les mouvements de main d'œuvre au 1^{er} trimestre 2024

Au premier trimestre 2024, en Île-de-France, 2 038 500 contrats sont signés dans le secteur privé (données CVS, hors agriculture et intérim), soit +0,6 % par rapport au trimestre précédent (+0,5 % en France métropolitaine). 2 067 400 contrats prennent fin au premier trimestre 2024, soit +3,0 % par rapport au trimestre précédent (+1,5 % en France métropolitaine).

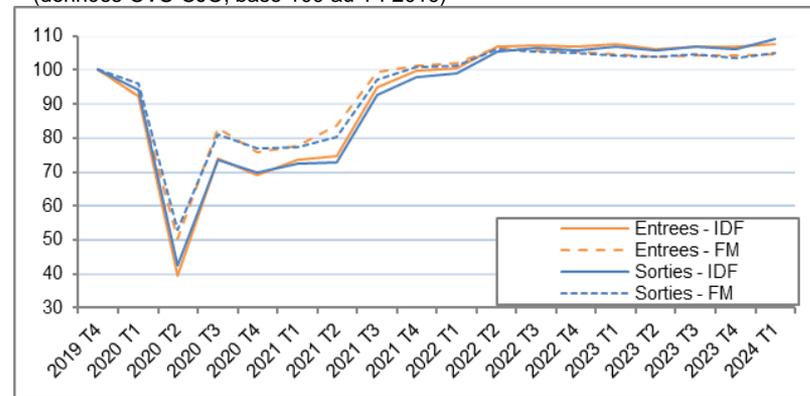
L'écart positif entre les entrées et les sorties, qui diminuait progressivement depuis le deuxième trimestre 2021 en Île-de-France, est devenu négatif, les sorties excédant les entrées. Ces mouvements nets sont susceptibles d'être sensibles à l'intégration de données tardives.

312 100 CDI sont signés, soit -2,5 % de moins qu'au trimestre précédent, tandis que 345 000 CDI prennent fin (+12,4 %).

Embauches et fins de contrats de travail par secteur d'activité et type de contrat en Île-de-France (données CVS-CJO)

		Niveau (en milliers)		Évolution trimestrielle (en %)		
		T1 2024	T2 2023	T3 2023	T4 2023	T1 2024
Entrées	Ensemble	2 038	-1,2	0,5	0,0	0,6
	Industrie	32	-1,5	1,4	-1,1	-5,1
	Construction	39	-0,5	-0,7	0,3	-7,3
	Tertiaire	1 968	-1,2	0,5	0,0	0,9
	CDD	1 726	-0,4	1,4	-0,3	1,2
	CDI	312	-5,1	-4,1	1,5	-2,5
Sorties	Ensemble	2 067	-1,2	1,1	-0,7	3,0
	Industrie	31	-3,7	1,3	-5,0	6,4
	Construction	44	0,4	2,4	-3,6	10,8
	Tertiaire	1 992	-1,2	1,0	-0,5	2,8
	CDD	1 722	-0,5	1,7	-0,6	1,3
	CDI	345	-4,7	-2,5	-0,8	12,4

Mouvements de main d'œuvre
(données CVS-CJO, base 100 au T4 2019)



L'activité intérimaire au 1^{er} trimestre 2024

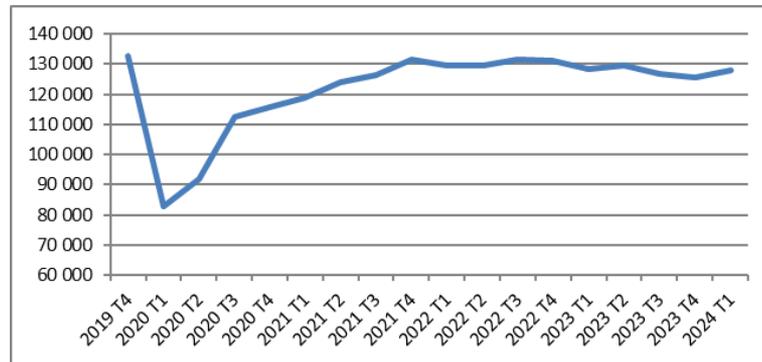
A la fin du premier trimestre 2024, en Île-de-France, le nombre d'intérimaires est de 128 100 et augmente de 2,1 % (soit +2 600 intérimaires). En France métropolitaine, le nombre d'intérimaires est quasi stable (-0,1 %).

Le nombre d'intérimaires dans l'industrie augmente (+2,6 % au premier trimestre, soit +450 intérimaires) pour la première fois depuis le quatrième trimestre 2022. Les sous-secteurs de la *Fabrication de matériels de transport* (+140) et du *Production et distribution d'eau ; assainissement, gestion des déchets et dépollution* (+230) contribuent pour 80 % à l'augmentation du secteur.

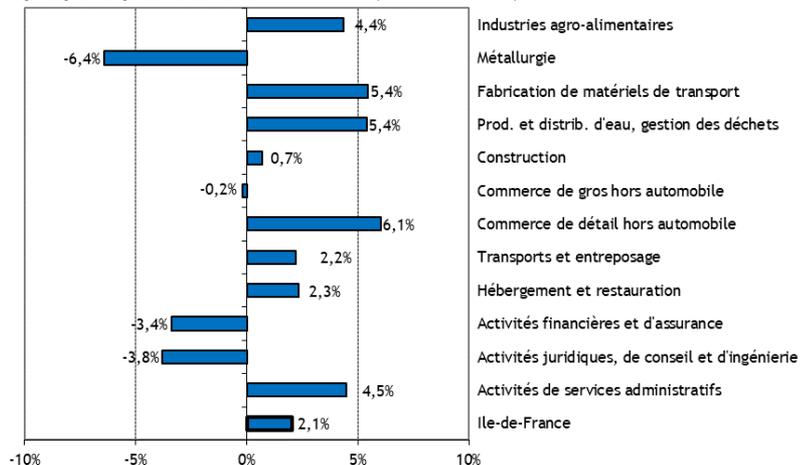
Dans le secteur de la construction, le nombre d'intérimaires augmente de 0,7 % (soit +180 intérimaires après +450). C'est le deuxième trimestre consécutif de hausse après une tendance de moyen terme baissière. En France métropolitaine, le secteur repart à la baisse (-2,7 % pour ce trimestre après avoir stagné les deux trimestres précédents).

Le nombre d'intérimaires dans le tertiaire augmente nettement (+2,4 %, soit +2 000 intérimaires). Près de deux tiers de cette hausse est répartie sur deux sous-secteurs: celui des transports et entreposage (+700 intérimaires) et celui des activités de services administratifs et de soutien (+260 intérimaires). En France métropolitaine, la hausse est moins prononcée dans l'ensemble du secteur (+0,8 %).

Nombre d'intérimaires en fin de trimestre
(données CVS)



Évolution du nombre d'intérimaires par rapport au trimestre précédent
par principaux secteurs d'activité (données CVS)



Les demandes d'activité partielle* au 2^e trimestre 2024

Au cours du 2^e trimestre 2024, les services des Drieets/Ddets ont notifié 841 demandes d'autorisations d'activité partielle (DAP) initiales**, émanant de 728 établissements franciliens. Ce niveau demeure supérieur au nombre de demandes enregistrées avant la crise sanitaire.

Près d'un quart de ces demandes sont liées aux Jeux Olympiques et Paralympiques (JOP). Paris concentre 31 % des demandes d'autorisations d'activité partielle de la région, tandis que 30 % proviennent des départements de la petite couronne et 38 % des départements de la grande couronne.

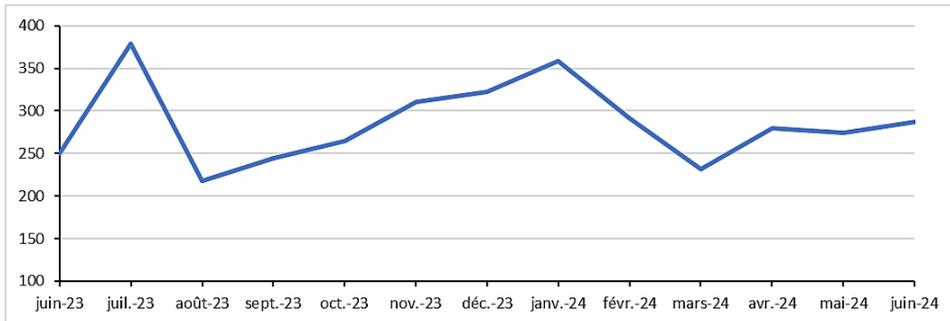
Trois secteurs concentrent à eux seuls la moitié des demandes d'autorisation régionales au deuxième trimestre 2024 : la construction (18 %), l'hébergement et la restauration (18 %), ainsi que le commerce, la réparation d'automobiles et de motocycles (14 %).

* La source des données relatives à l'activité partielle a été modifiée par rapport aux publications précédentes. Les données proviennent désormais de la DGEFP, et ne sont donc pas comparables aux publications antérieures, dont les données provenaient de la DARES et la source : SI-APART/DSN.

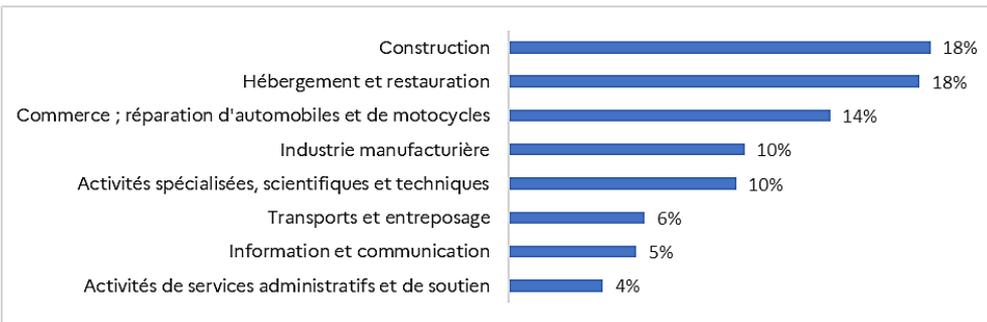
**Les demandes d'autorisations d'activité partielle initiales incluent les statuts suivants : refusée, validée, provisoire, retirée, refus de signer, en cours d'instruction UD et en attente d'instruction UD. Les avenants à ces demandes initiales, quelle que soit leur statut, en sont exclus.

Nombre de demandes d'autorisations d'activité partielle au T2 2024	Ile-de-France	Paris	Seine-et-Marne	Yvelines	Essonne	Hauts-de-Seine	Seine-Saint-Denis	Val-de-Marne	Val-d'Oise
Autorisations	841	264	93	86	59	80	108	68	83
Avril	280	85	39	24	19	29	34	18	32
Mai	274	98	26	27	18	22	38	22	23
Juin	287	81	28	35	22	29	36	28	28

Évolution mensuelle du nombre de demandes d'autorisations d'activité partielle sur une année



Secteurs d'activité qui concentrent le plus de demandes d'autorisations au 2^e trimestre 2024



Les plans de sauvegarde de l'emploi (PSE) et les ruptures conventionnelles collectives (RCC) au 2^e trimestre 2024

Au deuxième trimestre 2024, 58 procédures de PSE (Plan de Sauvegarde de l'Emploi) et 20 procédures de RCC (Rupture Conventionnelle Collective) ont été enregistrées en Île-de-France. 4 046 emplois menacés* par des PSE et 1 387 par des RCC ont été comptabilisés dans des établissements localisés en Île-de-France.

Près de 50 000 emplois ont été menacés en 2020, et plus de 30 000 en 2021. Après une accalmie en 2022 avec moins de 13 000 emplois menacés, l'année 2023 a marqué un rebond des restructurations avec près de 22 000 emplois menacés, tout en restant très éloignée des niveaux observés pendant la crise sanitaire.

Au deuxième trimestre 2024, le secteur du commerce ; réparation d'automobiles et de motocycles cumule le plus d'emplois menacés (1 210). Le secteur de la fabrication de matériels de transport est toutefois le plus affecté en proportion de l'emploi local qu'il représente, soit 710 emplois menacés correspondant à 1,3% des salariés de ce secteur. Le plus grand nombre d'emplois menacés est localisé dans les Hauts-de-Seine (1 270) et à Paris (1 200).

Au deuxième trimestre 2024, trois secteurs représentent près de la moitié des emplois menacés par des PSE et des RCC : le commerce ; réparation d'automobiles et de motocycles (1 210), la fabrication de matériels de transport (710) et les activités informatiques et services d'information (680).

* Le nombre d'emplois menacés correspond au nombre de ruptures de contrat enregistrées dans le système d'information SI RUPCO. Les données étant prévisionnelles et évolutives, elles surestiment les suppressions de postes qui seront finalement actées en fin de procédure.

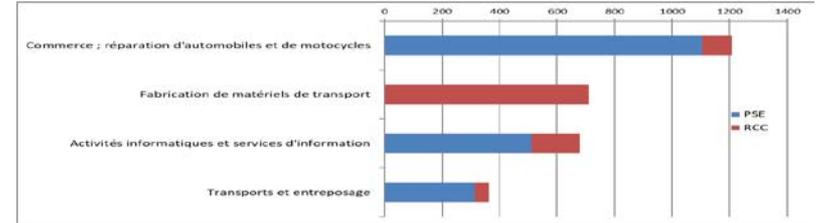
Procédures de PSE et de RCC enregistrées par les services de la DRIEETS de Île-de-France

Répartition par unité départementale d'enregistrement	Île-de-France	Paris	Seine-et-Marne	Yvelines	Essonne	Hauts-de-Seine	Seine-Saint-Denis	Val-de-Marne	Val d'Oise
PSE au T2 2024	58	12	6	5	2	16	9	5	3
PSE en 2024	131	38	10	8	7	35	16	10	7
RCC au T2 2024	20	9	0	2	1	6	2	0	0
RCC en 2024	35	13	0	2	2	15	2	0	1

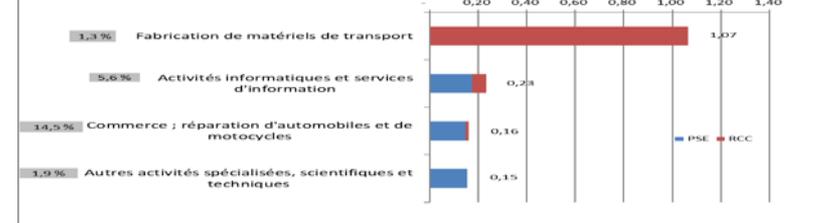
Nombre d'emplois menacés par des PSE et des RCC dans les établissements franciliens

Répartition par territoire impacté	Île-de-France	Paris	Seine-et-Marne	Yvelines	Essonne	Hauts-de-Seine	Seine-Saint-Denis	Val-de-Marne	Val d'Oise
Emplois menacés par des PSE au T2 2024	4046	986	287	236	125	1012	550	550	300
Emplois menacés par des PSE en 2024	8380	2534	474	514	327	2340	962	701	528
Emplois menacés par des RCC au T2 2024	1387	218	0	830	11	257	71	0	0
Emplois menacés par des RCC en 2024	3801	390	0	830	358	2048	71	0	104

Secteurs d'activité concentrant le plus d'emplois menacés par des PSE et des RCC au T2 2024



Secteurs d'activité les plus affectés en proportion de l'emploi local au T2 2024



Poids dans l'emploi francilien (à gauche)
Emplois menacés dans l'ensemble des établissements localisés en Île-de-France pour 100 salariés (à droite)

Dossier Trimestriel de conjoncture

Évolutions récentes du marché du travail et de l'emploi en Île-de-France

Service Études Statistiques Évaluation (SESE) - idf.statistiques@drieets.gouv.fr

Directeur de la publication :

Gaëtan RUDANT, Directeur régional et interdépartemental de la DRIEETS d'Île-de-France.

Directeur de la rédaction :

David HOYRUP, Responsable du Service Études, Statistiques et Évaluation (SESE)

Étude et réalisation :

Carla TAFIAL, Chargé d'études et de statistiques (SESE)

Contributeurs : Raphaël DJEDJERO - Arnaud FELDMANN - Jérôme LEFRANC - Carla TAFIAL

Direction régionale interdépartementale de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités
19, rue Madeleine Vionnet – 93300 Aubervilliers Tel. 01 70 96 13 00



**PRÉFET
DE LA RÉGION
ÎLE-DE-FRANCE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale et interdépartementale
de l'économie, de l'emploi,
du travail et des solidarités**